

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/9
25 juin 2004

(04-2740)

Groupe de négociation sur les règles

GROUPE DE NÉGOCIATION SUR LES RÈGLES

Rapport du Président au Comité des négociations commerciales

I. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

1. Bien que les travaux du Groupe de négociation sur les règles (le "Groupe") aient été retardés pendant un certain temps en raison de la situation générale dans laquelle les négociations dans le cadre du PDD se trouvaient à l'issue de la Conférence ministérielle de Cancún, le Groupe a repris ses travaux de manière énergique et intensive depuis le printemps 2004.

2. Dans le domaine de l'antidumping et des subventions et mesures compensatoires ("SMC"), y compris les subventions aux pêcheries, le Groupe a tenu sa première réunion après la Conférence de Cancún en mars 2004. Un élément important de cette réunion, que j'exposerai plus en détail plus loin, a été la décision d'engager un processus informel au cours duquel les propositions détaillées communiquées au Groupe sous forme de documents JOB seraient examinées et analysées de manière approfondie lors de réunions informelles. Le Groupe a tenu deux autres réunions au printemps et en été, les 26 et 28 avril et les 7 et 8 juin, au cours desquelles ce processus informel a été mené en plus des réunions formelles. Il est prévu qu'une autre réunion sur les questions antidumping et SMC ait lieu les 12 et 13 juillet.

3. Le Groupe a tenu des réunions formelles consacrées aux Accords commerciaux régionaux (ACR) les 11 mars et 5 mai 2004. En outre, le Groupe a mené des discussions informelles ouvertes à tous sur les questions de transparence et les questions systémiques touchant aux ACR. La prochaine réunion devrait avoir lieu le 29 juin.

4. À ce jour, presque 150 communications formelles ont été reçues des participants. Ces communications ont été distribuées dans la série de documents TN/RL/W/... . En outre, le Groupe a déjà reçu et examiné 12 communications informelles contenant un grand nombre de propositions relatives au processus informel susmentionné.

II. QUESTIONS EN SUSPENS

5. À l'exception de la question des observateurs – qui a des répercussions sur le plan horizontal – il n'y a pour le moment aucune question de procédure en suspens devant le Groupe.

III. TRAVAUX FUTURS

A. ANTIDUMPING ET SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES, Y COMPRIS LES SUBVENTIONS AUX PÊCHERIES

6. Il conviendrait d'évaluer les progrès réalisés par le Groupe à la lumière de son mandat, qui consiste à identifier les dispositions des Accords antidumping et SMC que les participants souhaitent clarifier et améliorer, et à négocier toutes clarifications et améliorations appropriées de ces

dispositions. Selon moi, les travaux en la matière ont progressé de manière significative ces derniers mois. Jusqu'à la Conférence de Cancún, le Groupe s'est réuni presque exclusivement de manière formelle et s'est employé à identifier les questions que les participants voulaient examiner. Depuis la réunion de mars 2004, au contraire, les travaux du Groupe ont pour l'essentiel été menés dans un cadre informel et ont consisté à examiner de façon approfondie les propositions détaillées communiquées par les participants. En particulier, et sans préjudice de leur droit de soumettre d'autres propositions formelles, les participants ont désormais entrepris de présenter sous la forme de documents JOB des propositions détaillées concernant les questions qui ont été identifiées en vue de faire l'objet de négociations, en indiquant en détail les changements précis qu'ils souhaitent apporter aux règles existantes.

7. Le passage aux travaux informels représente non seulement un changement de processus mais aussi une évolution qualitative majeure de la nature des discussions. Les discussions formelles se caractérisaient par une identification des questions et un échange de vues plutôt de pure forme, mais le processus informel a donné lieu à un débat animé et franc sur les avantages des propositions très détaillées de clarification et d'amélioration des Accords antidumping et SMC. Les participants s'efforcent maintenant d'appréhender les détails des propositions en question et leurs conséquences pratiques. Il est clair pour moi que les participants vont maintenant au-delà des propositions formelles et étudient sérieusement la faisabilité et l'utilité des propositions présentées en vue de trouver des solutions.

8. Sur le fond, les discussions menées à ce jour ont montré que la clarification et l'amélioration de divers aspects des Accords antidumping et SMC, en particulier les questions relatives aux mesures correctives commerciales, suscitaient un très grand intérêt. Les propositions présentées portaient sur une large gamme de questions. Il est clair que bon nombre de ces propositions prêtent à controverse et que, même lorsque, de l'avis général, il convient de régler une question donnée, il y a souvent tout un éventail d'options proposées à cette fin. Cela dit, j'ai le sentiment que les participants cherchent sérieusement des solutions aux questions qui ont été identifiées. C'est également vrai dans le domaine des subventions aux pêcheries, où le débat, après avoir porté sur la question de savoir *si* des disciplines spécifiques dans le secteur étaient nécessaires, a évolué et porte maintenant sur la *nature* et la *portée* de ces disciplines.

9. Les progrès réalisés par le Groupe sont encourageants, mais il est clair qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. L'examen conséquent des propositions auquel le Groupe procède actuellement est très technique et très long, et je crois que le Groupe doit accélérer ses travaux. Afin de faciliter la planification des travaux et d'encourager la participation des experts des capitales, j'ai proposé au Groupe un programme intensif de réunions de longue durée sur la période allant des congés d'été jusqu'à la fin de l'année. Comme les discussions menées par le Groupe lors de ses réunions sont de plus en plus approfondies et concrètes, j'encourage vivement toutes les délégations intéressées par les questions concernant les règles à faire en sorte que des experts compétents y assistent et à participer elles-mêmes activement. À long terme, bien entendu, l'intensité des travaux de notre Groupe dépendra du rythme auquel les négociations progresseront dans les autres domaines.

B. ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

10. Le Groupe a recommencé, comme il le faisait avant la Conférence de Cancún, à procéder à des échanges de vues informels ouverts à tous sur les questions de transparence et les questions systémiques touchant aux ACR. Concernant la transparence, les participants restent fermement attachés à une amélioration des procédures afin d'accroître la transparence des ACR et de renforcer le rôle du Comité des accords commerciaux régionaux (CACR). Des progrès ont été faits concernant certains éléments d'une approche déjà examinée avant la Conférence de Cancún, en particulier concernant le modèle à suivre pour la présentation factuelle des ACR, au cas où le Secrétariat en serait chargé. Je mène actuellement des consultations avec les participants sur la manière de

progresser encore en ce qui concerne cette question et de s'attaquer aux questions plus difficiles, y compris la portée des ACR qui seront visés par toute nouvelle procédure et question se rapportant au rôle d'évaluation de la compatibilité confié au CACR.

11. Le Groupe procédera, à compter de la réunion de juin, à des échanges de vues approfondis sur les questions systémiques, conformément à la feuille de route que j'ai proposée, afin de définir l'ordre d'examen des questions prioritaires identifiées par les participants. La réunion de juin sera consacrée à l'examen des questions relatives au champ d'application des ACR.

12. Les aspects des ACR relatifs au développement ont occupé une place importante dans les travaux du Groupe, principalement en ce qui concerne deux questions: la place des ACR notifiés au titre de la Clause d'habilitation par rapport à tout processus amélioré en matière de transparence et d'examen des ACR qui résulterait des négociations en cours; et l'inclusion d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement dans certaines dispositions de l'OMC relatives aux ACR.
